

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 8 DE LA CLD: MERCREDI 5 SEPTEMBRE 2007

Les délégués à la CdP 8 de la CLD se sont réunis dans une séance du matin de la Grande Commission (GC), suivie par les première et deuxième réunions du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC 6). Le Comité sur la science et la technologie (CST 8) s'est également réuni toute la journée. Un groupe de contact ouvert à tous s'est réuni l'après-midi.

LA GRANDE COMMISSION

Le président Ositadinma Anaedu (Nigeria) a ouvert la GC qui a procédé à l'établissement d'un groupe de contact ouvert à tous, présidé par le vice-président Sem Shikongo (Namibie), pour examiner le plan stratégique décennal et les unités de coordination régionales (UCR), sans rouvrir les questions réglées. Anaedu a annoncé également le plan d'établissement d'un groupe de contact sur le budget.

LE COMITE CHARGE DE L'EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Le président Franklin Moore (États-Unis) a ouvert la CRIC 6. **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORGANISATION DES TRAVAUX:** Les délégués ont adopté l'ordre du jour provisoire (ICCD/CRIC(6)/1), à l'exception du sous-article concernant l'examen exhaustif des activités du secrétariat (ICCD/CRIC(6)/2), que la GC a pris en charge. Ils ont également adopté son organisation des travaux figurant dans l'annexe II de l'ordre du jour.

EXAMEN DU RAPPORT DE LA CRIC 5: Le président Moore a introduit le rapport de la CRIC 5 (ICCD/CRIC(6)/11), attirant l'attention sur ses sept recommandations. L'INDE a souhaité avoir des éclaircissements et le président Moore a précisé que le rapport est un collationnement des points de vue des délégations.

RAPPORT CONCERNANT L'AMÉLIORATION DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION: Le secrétariat a introduit le rapport concernant l'amélioration de la mise en œuvre des obligations de la Convention (ICCD/CRIC(6)/3) et Simone Quatrini, du Mécanisme mondial (MM), a introduit les options offertes pour le financement des objectifs relatifs à la lutte contre l'érosion des terres et la désertification (ICCD/CRIC(6)/3/Add.1).

L'UE a déclaré que le suivi et l'évaluation devraient être menés dans le cadre du plan stratégique décennal. Le BRÉSIL a fait objection à des objectifs globaux qui alourdiraient la charge des pays en développement sans soutien financier de la part des pays industrialisés. La NORVÈGE a pris l'engagement de poursuivre son soutien au CRIC.

Affirmant que le MM n'a pas profité à tous les pays, le MALI a fait remarquer que l'Afrique subsaharienne n'est pas mentionnée dans l'exposé présenté par le MM. La GUINÉE-BISSAU a déclaré que les critères retenus par le MM pour la détermination du soutien qu'il apporte sont inacceptables. Le NIGERIA, appuyé par l'URUGUAY, a qualifié de mauvaise conception le fait que le MM collecte des fonds pour les pays, et a ajouté qu'en dépit de son

travail louable, le MM n'est pas en conformité avec son mandat. La CÔTE D'IVOIRE a fait part de son insatisfaction à l'égard du MM et a appelé à une révision de son approche. Le KENYA a souligné le besoin de se concentrer sur la valeur ajoutée apportée par le MM. Le SÉNÉGAL a suggéré la conduite d'une étude approfondie du MM. Les délégués du GHANA, de la TUNISIE et du MOZAMBIQUE ont fait l'éloge de la contribution apportée par le MM aux efforts de leurs pays.

L'ÉTHIOPIE a encouragé le secrétariat et le MM à élaborer les contributions attendues d'eux au plan stratégique décennal. La THAÏLANDE a posé la question de savoir quand le MM allait-il apporter son soutien aux programmes d'action de la région. Résumant les interventions, le président Moore a indiqué que plusieurs délégations ont souligné la nécessité d'un seul plan de travail et l'importance de ce plan par rapport aux sept domaines thématiques de la Déclaration de Bonn.

LE MÉCANISME MONDIAL: L'après-midi, le CRIC a examiné le point concernant le Mécanisme mondial (ICCD/CRIC(6)/4). Christian Mersmann, directeur général du MM, a décrit les réalisations du MM et sa coopération avec les gouvernements, les institutions des Nations Unies et les institutions financières internationales, en particulier le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Plusieurs parties ont indiqué que le rapport et l'exposé ont dissipé la confusion dont le MM faisait l'objet. Certains ont remercié le MM pour le soutien apporté et ont élaboré sur leurs interactions avec ce dernier. D'autres, dont l'ALGÉRIE, le NIGERIA, l'UE, la GUINÉE et la NORVÈGE, ont fait part de leur satisfaction générale actuelle du travail accompli par le MM. L'ALGÉRIE et le TCHAD ont déclaré que la réinstallation du MM n'est pas nécessaire. HAÏTI a déclaré que la réinstallation devrait faire l'objet d'une étude attentive. Le NIGERIA a fait part de son insatisfaction par rapport, non pas au MM lui-même, mais au fait que les conventions sur les changements climatiques et la diversité biologique aient été dotées dès le départ de "mécanismes de financement," et que la CLD n'ait reçu qu'un "intermédiaire," et qu'en conséquence de quoi elle dispose de moins de fonds.

L'AFRIQUE DU SUD a appelé le MM et le secrétariat de la CLD à travailler ensemble. L'UE a recommandé un programme de travail conjoint entre le secrétariat et le MM. L'ARGENTINE a déclaré que la CLD avait deux managers, le secrétariat et le MM, et que cela donnait lieu à des chevauchements. Le délégué a argumenté que le MM devrait être intégré dans le secrétariat. Le NIGERIA s'est déclaré d'avis que l'intégration aiderait à la cohérence du travail du MM et du secrétariat, et a fait part de son insatisfaction du fait que la formulation appelant à l'intégration ait "disparu" de manière "peu transparente" au cours des réunions du GTII qui ont suivi la CRIC 5.

Le BURKINA FASO a demandé au MM de renforcer son travail de facilitation de la coopération Sud-Sud. Le SWAZILAND, le BRÉSIL et le CHILI ont encouragé un renforcement des aptitudes du MM dans le domaine de la création des capacités, le BOTSWANA précisant que cela est indispensable pour la mobilisation de ressources intérieures, soutenues par un financement international. L'IRAN et le PAKISTAN ont souligné l'importance

d'une harmonisation de toutes les institutions de la CLD. La SYRIE a mis en garde que le soutien apporté par le MM n'est pas en train de parvenir à assez de pays.

Répondant aux interventions, Mersmann a suggéré qu'il existe plutôt une coopération insuffisante, que des chevauchements entre le MM et le secrétariat, et que le plan stratégique décennal doit traiter ce problème.

LE FINANCEMENT APORTE PAR LES INSTITUTIONS: Le secrétariat et le FEM ont introduit le document concernant le financement de la mise en œuvre de la Convention par les agences et institutions multilatérales (ICCD/COP(6)/5 et ICCD/CRIC(6)/5/add1). La discussion se poursuivra jeudi.

LE COMITE SUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

Le secrétariat a expliqué que les points de l'ordre du jour consacrés au CRIC seraient traités en premier, pour permettre au CRIC d'examiner les recommandations du CST dans les meilleurs délais possibles. Le CST a ensuite procédé à l'examen du rapport du Groupe d'experts (GdE), du résumé des activités du Bureau, du programme de bourses universitaires de la CLD, de la revue du GdE et du thème prioritaire.

Alejandro León (Chili) a présenté une synthèse de l'analyse effectuée par le GdE des rapports soumis par les parties de la cinquième session du CRIC (ICCD/COP(8)/CST/3) et "Analyse par le GdE des rapports soumis par les parties à la cinquième session du CRIC" (ICCD/COP(8)/CST/INF.2). Le PAKISTAN a encouragé le CST à aider les pays à élaborer et à comprendre les indicateurs socioéconomiques. Le KENYA a indiqué que les indicateurs doivent être particuliers au lieu et a suggéré que, compte tenu du fait que de nombreux indicateurs existaient déjà, la nécessité de les utiliser devrait être mise en exergue. Le SOUDAN a recommandé que le CRIC rationalise le fond et la forme des rapports nationaux. MADAGASCAR, le BURKINA FASO et le SOUDAN ont souligné que les recherches et développements et les plans stratégiques nationaux intégraient, souvent de manière implicite, des mesures d'atténuation de la désertification. Plusieurs pays ont posé la question de savoir comment rendre compte de ce travail dans les rapports nationaux.

Le responsable de la CLD, de Kalbermatten, a suggéré que le président du CST, Dar, coordonne avec les présidents de la GC et du CRIC pour s'assurer que le point de vue du CST soit pris en compte dans les projets de décisions concernant les sujets traités par les trois organes.

Kazuhiko Takeuchi (Japon) a présenté une étude sur les méthodes d'évaluation de la désertification aux niveaux mondial, régional et local (ICCD/COP(8)/CST/2/Add.6). L'EQUATEUR, le MAROC et l'ESPAGNE ont parlé des expériences vécues avec leur système de surveillance. La CHINE a souligné le besoin de lier les agriculteurs aux résultats de la recherche menée au niveau mondial, et a suggéré l'octroi d'un rôle au CST dans l'établissement de liens entre les trois niveaux.

Castillo Victor Sanchez (Espagne) a présenté le document intitulé "Directives pour les systèmes d'alerte précoce" (ICCD/COP(8)/CST/2/Add.8). Sanchez a précisé qu'aucun système d'alerte précoce de la désertification n'est encore entièrement réalisé, en dépit de leur potentiel d'atténuation de la désertification, et a décrit les actions nécessaires à entreprendre pour venir à bout des limitations. La Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des risques de catastrophe a indiqué qu'elle souhaitait aider à la mobilisation des ressources nécessaires à la promotion des activités dans le domaine des systèmes d'alerte précoce visant à atténuer les effets de la sécheresse et l'érosion des terres.

Alejandro León (Chili) a présenté les "Directives concernant la mise à jour de l'Atlas mondial de la désertification" (ICCD/COP(8)/CST/2/Add.9). Le délégué des ETATS-UNIS D'AMERIQUE a déclaré compter sur des repères et indicateurs risque de s'avérer peu appropriés, compte tenu des débats dont ils sont l'objet dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour. Il a également suggéré de créer une publication sur le web, qui pourrait être mise à jour autant que nécessaire.

Le président de la CST 7, Viorel Blujdea (Roumanie), a présenté un résumé des activités du Bureau durant la période intersession (ICCD/COP(8)/CST/4), y compris les recommandations pour l'amélioration du fonctionnement du Bureau. La TURQUIE a suggéré que les Conventions de Rio élaborent un pôle de coopération consacré à la conservation des sols. Le KENYA a noté que le caractère anonyme des rapports du CST est source de

découragement pour les scientifiques, et a apporté son appui à l'idée de synchroniser les réunions du CST et du CRIC et les rapports nationaux relatifs aux Conventions de Rio.

Chenchu Norbu (Bhoutan), vice-président de la CST 7, a présenté le rapport concernant le programme des bourses universitaires de la CLD (ICCD/COP(8)/CST/5). Plusieurs délégués ont parlé, chacun, du programme de formation propre à son pays. Le délégué d'ISRAËL a indiqué que son pays offrait, en correspondance avec les fonds mis à disposition par la CLD, un financement pour des études postuniversitaires pour dix étudiants. Le délégué des ETATS-UNIS D'AMERIQUE a souhaité en savoir davantage sur la source de financement du programme de bourses universitaires.

Le président de la CST 7, Blujdea, a présenté le document "Revue des fonctions et travaux du GdE et procédures pour le renouvellement de la composition du GdE" (ICCD/COP(8)/CST/6). Le délégué de la CE, au nom de l'UE, a proposé la conduite du CST sous forme de conférence ouverte à des contributions scientifiques de haut niveau, concentrée sur un sujet thématique particulier et impliquant une institution chef de file disposant de l'expertise appropriée. Plusieurs orateurs ont signalé que le GdE ne disposait pas de fonds pour la conduite de ses travaux et que le nouvel organe devrait avoir un financement. Le BRESIL a demandé si les experts allaient être désignés par les pays. Le représentant de WorldVision International a déclaré que l'implication des ONG devrait être intégrée dans la proposition de l'UE. Le JAPON a apporté son appui à la proposition de l'UE et a souligné le besoin de renforcer les liens entre le GdE et les réseaux du Programme thématique.

Au sujet du thème prioritaire, effets des variations climatiques et activités humaines sur l'érosion des terres: évaluation, expérience acquise et intégration des pratiques d'atténuation et d'adaptation pour l'amélioration des moyens d'existence (ICCD/COP(8)/CST/7 et ICCD/COP(8)/CST/MISC.1), la BULGARIE a présenté une étude sur les changements climatiques dans son pays. La représentante a parlé des défis posés à son pays dans les domaines de l'eau, de la dégradation des sols, de l'érosion éolienne et autres problèmes environnementaux, ainsi que des efforts fournis pour les relever. Cette discussion se poursuivra jeudi matin.

GRUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE

Le président du Groupe de contact, Shikongo, a ouvert la première réunion mercredi après-midi. Le Groupe a convenu: de suivre les procédures standard pour la participation des observateurs dans ses travaux; de se concentrer sur toutes les questions liées à la mise en œuvre du cadre de travail, y compris la coordination régionale, ses plans et mécanismes et les activités de mise en application prioritaires; et de produire un projet de décision pour soumission à la GC, couvrant l'adoption de la stratégie, le cadre de mise en œuvre et les recommandations pour le suivi.

En dépit des expressions de frustration répétées, exprimées par les délégués au sujet de la question de savoir si le point de départ de l'échange de vues préliminaire sur les unités de coordination régionales devait être les échanges qui se sont déroulés à la GC ou le projet du document de la stratégie, les délégations ont fait observer: que la coordination régionale, unités régionales et programmes régionaux sont des concepts différents; que l'urgence pour les institutions régionales et leurs modèles particuliers varie; que les institutions sont nécessaires pour la mise en œuvre des programmes régionaux mandatés par la CLD; que des UCR conçues voilà huit ans sont probablement impertinentes aujourd'hui; et que les institutions opérant de manière optimale devraient être soutenues. Le groupe se réunira de nouveau jeudi matin.

DANS LES COULOIRS

Après la séance de discussion du CRIC sur le MM, quelques délégués ont déclaré qu'ils ont senti un changement d'humeur, la plupart des déclarations ayant fait part davantage de satisfaction à l'égard du MM. Certains ont suggéré que l'exposé présenté par le directeur général du MM à la suite des nombreux événements spéciaux organisés mardi et mercredi, a sans doute aidé à dissiper la confusion dont le mandat et les activités du MM faisaient l'objet. D'autres ont précisé que les louanges ont été formulées, pour la majeure partie, par des pays bénéficiant actuellement du soutien du MM ou qui espèrent en bénéficier. Plusieurs pays pensent que la question de la réinstallation du MM sera laissée tomber, mais que la relation du MM avec le secrétariat restera à l'ordre du jour.